

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 57 (1916), p. 77-83

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1916__57__77_0

© Société de statistique de Paris, 1916, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>



JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 3. — MARS 1916

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 FÉVRIER 1916

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. MALZAC, PRÉSIDENT. — PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 JANVIER 1916.

NOMINATIONS ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.

COMMUNICATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES.

COMMUNICATION DE M. D'EICHTHAL SUR L'ÉCONOMIE DES BILLETS DE BANQUE (NOTE SUR UNE TENTATIVE FAITE PAR UNE COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER POUR EN RESTREINDRE LE TRANSPORT ET L'EMPLOI).

COMMUNICATION DE M. YVES GUYOT SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL PENDANT LA GUERRE.

OUVERTURE DE LA SÉANCE; — PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 JANVIER 1916

La séance est ouverte à 17^h 30, sous la présidence de M. MALZAC, président.

Le Journal de la Société n'ayant pu paraître en temps opportun à cause des difficultés de transport, l'adoption du procès-verbal de la séance du 19 janvier 1916 est renvoyée à la prochaine séance.

NOMINATIONS ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES

MM. MAGNAN et NOETZLIN, présentés dans la dernière séance, sont nommés *membres titulaires*.

M. le Président annonce qu'il a reçu les demandes de candidatures suivantes, à titre de membres titulaires:

M. ARCHDEACON (Ernest), vice-président de la Ligue aérienne, présenté par MM. BERTILLON et E. BERR;

M. AUTERBE, actuaire de l'« Union-Vie », présenté par MM. BARRIOL et BROCHU;

M. BURAT (Jules), courtier de change, présenté par MM. BRIZON et BARRIOL;

M. GRANDJEAN (Georges), directeur de la Banque française pour le commerce et l'industrie, présenté par MM. MALZAC et Raphaël-Georges LÉVY;

M. SIMON (Charles-Abel), courtier de change, présenté par MM. CRESSATY et BARRIOL;

M. SIREY (Charles), secrétaire de la rédaction de la *Revue du Jouet*, avocat à la Cour d'appel, présenté par MM. Alfred NEYMARCK et BARRIOL.

Conformément à l'usage, il sera statué sur ces demandes dans la séance de mars.

COMMUNICATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES

Le Secrétaire général annonce que M. MATRAT, notre trésorier, n'a pas pu arrêter les écritures de 1915 et que, contrairement à l'article 24 du règlement intérieur, les rapports sur la situation de la Société ne seront présentés qu'en mars.

Le Secrétaire général indique qu'il a reçu les livres suivants :

Chili. — Bureau central de Statistique : Annuaire statistique de la République du Chili, vol. I, Démographie (année 1914), et vol. IX, 1^{re} partie, Mouvement maritime (année 1914).

Espagne. — Annuaire statistique de la ville de Barcelone (année 1913).

France. — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts : Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques (année 1911); Mémoire sur le paupérisme (par A. de Toqueville, publié sur un rapport de M. A. Neymarck, extrait du Bulletin du Comité de 1911).

Italie. — Annuaire statistique italien; Annuaire statistique de la province de Florence.

Suède. — Collège du Commerce. Direction générale des chemins de fer : Mouvements des chemins de fer de l'État en 1913. — Département des Finances : Statistique postale pour 1914. — Inspection des Assurances : Les Assurances sur la Vie et les Accidents en 1913.

Il attire tout particulièrement l'attention de la Société sur un livre de M. Pupin : *La Richesse de la France devant la Guerre*, qui pourrait faire l'objet non seulement d'un compte rendu, mais d'une intéressante discussion.

COMMUNICATION DE M. D'EICHTHAL SUR L'ÉCONOMIE DES BILLETS DE BANQUE (NOTE SUR UNE TENTATIVE FAITE PAR UNE COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER POUR EN RESTREINDRE LE TRANSPORT ET L'EMPLOI)

La parole est donnée à M. D'EICHTHAL pour développer sa communication sur l'économie des billets de banque. M. D'EICHTHAL s'exprime en ces termes :

« On a souvent observé combien nous étions en France en retard sur d'autres pays, Angleterre, États-Unis, Allemagne, pour l'usage des moyens de paiement qui n'exigent pas une remise immédiate de numéraire ou de billets. L'importance relative de notre circulation fiduciaire comparée à celle d'autres États confirme actuellement cette observation, qui n'est pas sans entraîner de graves conséquences éventuelles financières et économiques, sur lesquelles il n'est pas utile d'insister : mais il peut être utile de chercher, dans la mesure du possible, à remédier au mal en essayant d'amener au moins une partie du public à des habitudes s'accordant mieux avec la nécessité de ne pas étendre outre mesure la circulation de nos billets de banque. Les administrations publiques et privées n'ont peut-être pas fait encore dans cette voie toutes les tentatives qui pourraient être essayées : un exemple restreint que je voudrais citer et sur lequel j'ai des données précises pourrait les encourager en leur fournissant la preuve d'un succès rapide obtenu par une simple propagande faite auprès d'une clientèle représentant assez bien la moyenne qui défile habituellement devant des guichets pour toucher des sommes très variables comme importance, car il s'agit ici d'une compagnie de chemins de fer et de ses paiements à ses fournisseurs, entrepreneurs, obligataires et actionnaires.

« La Compagnie du Midi — c'est à elle que j'emprunte un document dont la précision fait tout l'intérêt — a depuis plusieurs années pris l'habitude d'effectuer à Paris la presque totalité de ses paiements de fournisseurs et de coupons : pour cela elle concentre à la Banque, par l'intermédiaire des succursales de celle-ci, toutes ses recettes, sauf ce qui reste ou ce qui est envoyé dans les gares pour le paiement du personnel, et des factures au-dessous de 500 francs.

« Jusqu'il y a quatre ans, les mandats de virement n'étaient donnés à Paris qu'aux fournisseurs importants ou qu'aux sociétés de crédit ou banquiers présentant des coupons pour des sommes considérables et ayant des comptes à la Banque. On peut dire qu'au-dessous de 3.000 francs chaque créancier, fournisseur, obligataire ou actionnaire, était payé en espèces.

« On a tout d'abord étendu le plus possible l'usage des mandats rouges pour les règlements qui concernent les titulaires de « Comptes à la Banque », même quand il s'agit de sommes peu élevées.

« De ce chef, l'importance des paiements en espèces s'est déjà trouvée réduite.

« Depuis fin 1911, la Compagnie a essayé d'aller plus loin : non seulement elle paie, par la remise d'un mandat rouge, tous les titulaires de « Comptes à la Banque », mais elle propose aussi ce mode de paiement à ceux des créanciers qui possèdent un compte courant, soit dans un établissement de crédit, soit dans une banque quelconque ayant elle-même un « Compte à la Banque ». Le virement remis est libellé au nom de l'établissement de crédit ou de la banque qui sont désignés, et la partie prenante n'a plus qu'à le verser audit établissement de crédit ou à ladite banque pour faire créditer immédiatement son propre compte courant; le reçu de ce versement n'est pas soumis au droit de timbre, qui serait exigible s'il s'agissait d'un versement en espèces. Un chèque barré pourrait facilement être substitué au virement si le créancier le demandait.

« Les résultats obtenus ont dépassé l'attente.

« Dès les premiers mois, la proportion des paiements en espèces a sensiblement diminué et la conséquence a été qu'on a pu laisser en plus grande quantité à la Banque les billets et le numéraire que lui avaient apportés les gares.

« Ainsi, du 16 décembre 1911 au 15 janvier 1912, sur un total de paiements de 17.079.798 francs, il a été délivré 724 virements pour 14.936.710 francs, et 2.143.088 francs seulement ont été payés en espèces, alors qu'auparavant, sauf les gros paiements, presque tout était soldé en espèces.

« Depuis, la Compagnie se plaçant à un point de vue nouveau, par suite de l'accroissement exceptionnel du chiffre des billets émis par la Banque depuis la guerre, et par un redoublement d'insistance auprès des fournisseurs et entrepreneurs et même auprès de la clientèle d'actionnaires et obligataires, réussi à convaincre un grand nombre de ceux qui n'avaient pas, jusqu'à présent, accepté le mandat rouge. Dans les dernières semaines, la proportion des virements pour les fournisseurs était de 97 % sur le total des sommes dues, et de 69 % pour les coupons. Pour les sommes inférieures à 3.000 francs qui sont les plus difficiles à faire accepter en mandats, ceux-ci ont été dans la proportion (pour 30 journées) de 394 (pour 456.600 francs) contre 0 il y a quelques années.

« Ces chiffres ne sont pas bien importants par eux-mêmes, mais méritent cependant d'être cités à l'appui de la pensée que l'adoption, par un certain nombre d'autres établissements, des mesures expérimentées avec succès dans une seule compagnie de chemins de fer, dans un temps relativement court, aurait une heureuse influence sur le dégagement de la circulation. Et si, comme cela est éminemment désirable, les caisses publiques étaient invitées à entrer dans la même voie, les conséquences pourraient en être importantes au point de vue de l'économie des billets de banque.

« La Compagnie dont je cite l'exemple n'a d'ailleurs éprouvé absolument aucun mécompte dans la mise en pratique des simplifications en question. Il y a bien une objection possible, pour ce qui touche le règlement des sommes

de faible importance : l'emploi d'un virement coûte 10 centimes de timbre. Mais, si le ministre des Finances estimait que l'adoption des mesures préconisées présenterait un réel intérêt, il n'hésiterait peut-être pas à provoquer la suppression du timbre de 10 centimes pour les mandats rouges d'un montant inférieur à 3.000 ou à 5.000 francs, quitte à augmenter, s'il était nécessaire, le timbre des virements supérieurs à 100.000 francs par exemple. Il convient de remarquer, d'ailleurs, que l'usage des virements est, jusqu'à présent, demeuré exceptionnel pour les petits paiements, et le fait que leur emploi prendrait une certaine extension, favorisée par la dispense du timbre, n'entraînerait, par rapport à la situation antérieure, qu'une perte de recettes relativement insignifiante pour le Trésor.

« A côté de l'intérêt public, ajoutons que les établissements qui consentiraient à faire un effort pour développer l'utilisation des virements et restreindre l'emploi des espèces, bénéficieraient, par là même, de précieux avantages qui ont été appréciés dans le cas cité : diminution de risques de pertes ou de vols, accroissement de sécurité dans les paiements, plus grande facilité de retrouver et de réparer les erreurs, atténuation de la gêne occasionnée par la pénurie de petite monnaie. »

M. le Président remercie très vivement M. D'EICHTHAL et dit que sa communication présente un intérêt pratique considérable et qu'il est à souhaiter de voir développer l'usage des virements dans la plus large mesure possible.

COMMUNICATION DE M. YVES GUYOT SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL PENDANT LA GUERRE

La parole est donnée à M. Yves GUYOT pour développer sa communication sur le Commerce international pendant la guerre.

M. Yves GUYOT s'exprime en ces termes :

« On est loin d'avoir les chiffres du commerce de toutes les nations en 1915; l'Empire allemand et l'Autriche-Hongrie sont remarquablement discrets à cet égard. Il est inutile de dire que la guerre a apporté de profondes perturbations dans les relations commerciales internationales. En 1915, les importations en France représentent 8 milliards 74 millions, tandis qu'en 1913, dernière année normale, elles montaient à 8 milliards 421 millions. Il y a cependant augmentation sur les objets d'alimentation et les objets fabriqués : mais il y a une diminution de 1 milliard 792 millions sur les matières nécessaires à l'industrie. Ces importations représentent pour la plus grande partie des objets nécessaires aux besoins de l'armée. L'armée consomme pour détruire; elle ne rend rien comme produits en échange de ce qu'elle absorbe; de là, la faiblesse de nos exportations tombées de 6 milliards 880 millions à 3 milliards 22 millions.

« Les importations de Russie en France sont tombées de 458.500.000 francs en 1913 à 50.700.000 francs en 1915; celles de la Grande-Bretagne ont augmenté de 1 milliard 115 millions, elles ont atteint 1 milliard 914 millions; celles de l'Italie de 240.500.000 se sont élevées à 335 millions. Celles de deux pays neutres se sont beaucoup élevées, l'Espagne de 281.600.000 francs à 461 millions; les États-Unis de 895 millions à 2 milliards 273 millions de francs.

« Notre exportation a baissé partout : dans la Grande-Bretagne, elle est tombée de 1 milliard 453 millions à 862 millions de francs; en Italie, de 306 millions à 265 millions; en Russie, de 83 à 50 millions; en Suisse, de 400 à 254 millions; en Espagne, de 151 à 108; aux États-Unis, de 422 à 380, etc.

« Nous n'avons eu d'augmentation sérieuse que pour un seul objet.

« L'exportation des tissus de soie et de bourre de soie, y compris les colis postaux, s'est élevée à 336.600.000 francs. Ce chiffre n'a été dépassé qu'en 1907, où les exportations représentèrent 396.600.000 francs et en 1915 où elles atteignirent 429 millions de francs. Il dépasse de beaucoup la moyenne décennale.

« En quantité notre exportation aux États-Unis a passé de 3.827 quintaux en

1913 à 4.440 quintaux en 1914 et à 5.591 en 1915 pour les tissus de soie pure; de 1.541 à 1.864 et à 2.471 quintaux pour les tissus de soie mélangés; de 173 quintaux à 407 pour les tulles de soie, etc. Il est évident que l'interception du commerce de l'Allemagne a été un facteur de cette augmentation de nos exportations aux États-Unis.

« Nos chiffres de douane comprennent les importations par l'État, tandis qu'elles ne se trouvent pas dans les chiffres de la douane britannique. De là résulte le gros chiffre de l'importation des viandes : 411.259.000 en 1915, tandis que le chiffre de 1913 n'était que de 38.680.000 et celui de 1914 de 62.146.000 francs.

« Même pendant la guerre, aucun pays ne peut se suffire à lui-même; il a besoin d'acheter au dehors, et d'autres ont besoin d'acheter certains de ses produits.

« Ces chiffres de valeurs ne nous indiquent pas exactement l'augmentation ou la diminution exacte des quantités qu'ils représentent. D'après l'*Index number* de *The Economist*, la moyenne des prix de 45 objets en 1901-1905 étant prise comme chiffre de base 100, les prix se sont élevés en 1915 à 165 et en janvier 1916 à 174,5. Ils reviennent aux chiffres de 1850 et 1864.

« Dans la Grande-Bretagne, les importations de marchandises donnent en 1913, £ 875 millions et en 1915, 854; les exportations, 529 et 606.

« La différence est de £ 241 millions, et comme les Anglais n'ont pas de capitaux à placer au dehors, il en résulte un embarras pour payer cet excédent d'importations.

« Les protectionnistes ne manqueront pas d'en conclure que cela prouve qu'ils n'ont pas tort de parler de la balance du commerce qui est favorable si les exportations sont en excédent et défavorable si ce sont les importations; mais en état de guerre l'État achète et consomme, et ses consommations ne se traduisent par aucune augmentation dans la production. En temps normal, il en est autrement. Chaque année, les adultes produisent plus qu'ils ne consomment. Au bout de l'année, ils ont augmenté leurs ressources le capital de la nation. En temps de guerre, ils consomment plus qu'ils ne produisent, et au bout de l'année, au lieu qu'il y ait augmentation d'actif, il y a diminution.

« Les interventions de l'État apportent de profondes perturbations dans le commerce; un *Order in Council* du 3 août interdit l'exportation de la houille, même dans les pays alliés. L'émotion fut profonde. Quelques jours après, le *Foreign Office* faisait savoir que cette interdiction d'exportation n'avait pour but que d'obliger chaque exportateur à se munir de licences spéciales d'exportation pour les pays autres que les possessions britanniques.

« D'un autre côté, le Gouvernement anglais voudrait, dans le but d'alléger le fret et dans l'intérêt du change, restreindre les importations. Il vient de nommer une commission pour restreindre celle du papier et de la pâte à papier. Est-ce une réponse à la Suède qui vient d'interdire l'exportation de la pâte du papier? M. S.-C. Philipps, dans une communication à la *Royal Society of Arts*, a déclaré que, d'ici peu de temps, le Canada serait en état de fournir de la pâte à papier pour le monde entier, et il exprime l'espoir que celle qui en proviendra serait exempte de toute restriction. Mais le papier ne sert pas seulement aux journaux et aux livres; il sert aussi à la fabrication des obus. Cette restriction portant sur l'importation de la pâte à papier n'est pas heureusement choisie.

« En Italie, les importations, en 1913, étaient de 3 milliards 645 millions de lires; en 1914, elles sont tombées à 2 milliards 882 millions; les exportations, de 2 milliards 511 millions en 1913, tombèrent à 2 milliards 217 millions; mais, à partir de septembre, les exportations dépassèrent chaque mois les importations :

	Importations	Exportations
Septembre	102,3	123,2
Octobre.	142,5	174,0
Novembre.	166,6	182,8
Décembre.	206,1	186,3

« En janvier 1916, les importations s'élevèrent encore à 169 millions et les exportations à 180; mais à partir de ce moment l'excédent des importations recommença.

« Nous n'avons pas les chiffres du commerce de l'Allemagne en 1914 et 1915; l'Almanach Gotha de 1916 s'arrête à ceux de 1913 : mais nous savons qu'elle manque de 867 millions de francs que nous lui envoyions, et qu'elle manque aussi des £ 60.500.000 que la Grande-Bretagne lui avait envoyés en 1913. Elle avait acheté pour £ 2.267.000 de harengs, et elle n'en a pas eu un seul depuis la guerre. Elle avait acheté pour £ 3.328.000 de houille anglaise, et elle n'en a pas reçu depuis la guerre. Elle avait acheté £ 554.000 de laine, et elle n'en a pas reçu pour un farthing depuis la guerre. Elle avait envoyé £ 80.411.000 à la Grande-Bretagne, dont £ 16 millions de sucre. La Grande-Bretagne n'en a certainement pas reçu d'Allemagne depuis la guerre.

« Les exportations d'Allemagne aux États-Unis sont tombées de \$ 189 millions à 91; celles de l'Autriche-Hongrie de 19 à 10. Le blocus s'est resserré autour des empires du Centre; ils sont de plus en plus condamnés à se suffire à eux-mêmes.

« Ils ont bien reçu quelque ravitaillement par les neutres. Les importations d'or qui ont porté en Suède la réserve de la Riksbank à 123 millions de couronnes sont un indice. On a constaté les augmentations d'importations de cuivre, de caoutchouc qui prouvaient que les neutres n'étaient que des agents de transmission. D'un autre côté, pour le blé, on a fait observer que les excédents d'importation de blés venant des États-Unis en Espagne, en Grèce, en Italie, provenaient de la fermeture des Dardanelles aux blés russes.

« Nous n'avons pas encore les chiffres de l'année solaire 1915 du commerce des États-Unis; mais nous avons ceux de l'année fiscale finissant au 30 juin, et M. Lewis Sorrell les a analysés dans le *Journal of Political Economy* de janvier sous ce titre : *Dislocations in the foreign trade of the United States resulting from the European war*.

« On constate d'abord l'augmentation d'exportations aux pays neutres dont je viens de parler :

	1913	1915
	Millions de dollars	
Danemark.	18,6	79,8
Grèce.	1,2	23,4
Hollande	125,9	143,2
Norvège.	8,3	39,0
Suède.	12,1	78,2

« Les exportations aux belligérants donnent les chiffres suivants :

France	146,1	369,3
Grande-Bretagne.	597,1	911,7
Russie d'Europe	25,3	37,4
Russie d'Asie	1,1	23,3

« L'étude des éléments du commerce des États-Unis montre des transpositions d'industries qui justifient le titre de l'article qui les indique : elles provoquent certaines inquiétudes pour le lendemain de la guerre.

« Mais dans un discours tenu le 23 janvier au Republican-Club de New-York, M. Jacob H. Schiff disait : « Rien ne peut arrêter le développement de notre prospérité si ce n'est la renaissance d'une agitation protectionniste dans la nouvelle campagne présidentielle. » Il en prévoyait, du reste, l'échec.

« Les frets sont chers; mais il faut se rappeler que la flotte de la Grande-Bretagne représente plus de la moitié du pouvoir transporteur du monde.

« Nous trouvons dans le *Shipping World* l'analyse d'un exposé de la situation

de la marine britannique fait par W.-S. Abell, *chief ship surveyor to Lloyd's Register* :

« Sur les 20.000 navires possédés par la Grande-Bretagne, 16.500 sont engagés dans le *Home Trade*. Le *Home Trade* comprend les Iles Britanniques et la côte continentale de Brest à Hambourg. Il n'en reste donc que 4.500 engagés dans le commerce étranger proprement dit, dont 3.600 d'un tonnage brut supérieur à 1.000 tonnes.

« Un tiers de ces navires appartient à des lignes de navigation, les deux autres tiers sont des *general Traders*. La moyenne du tonnage brut des navires de la première catégorie est de 5.000 tonnes, celle des navires de la seconde de 4.000.

« Le Gouvernement a réquisitionné 800 navires de plus de 1.000 tonnes; 42 steamers ont été retenus dans les ports ennemis; 78 dans la Baltique et la Mer Noire. Voilà donc la suppression de 139 navires pour le commerce de haute mer. Le nombre des steamers inutilisables pour des causes diverses a été de 1.050. Ce chiffre a été réduit par les 100 navires allemands pris ou internés qu'on a utilisés. Sur 3.600 navires, il y en a donc 950, soit 25 %, qui ont fait défaut.

« La diminution du personnel a été également de 25 % sur 250.000 hommes employés dans la marine britannique.

« Le nombre annuel de voyages par bâtiment a été réduit de 4 1/2 à 3, parce que les navires ont dû aller chercher leur fret plus loin et ont subi diverses causes de retard.

« Cependant, le poids de la cargaison fut augmenté, par 100 tonnes, de 115 tonnes à 145 tonnes.

« De plus, on a transformé les installations pour passagers de certains navires en installations pour le transport des marchandises.

« Malgré ces efforts, on comprend que les frets se soient élevés ainsi que le prix des navires, car la construction a été en grande partie arrêtée.

« En plus des frets, le change intervient comme élément perturbateur. Dans son discours à l'assemblée de la London City and Midland Bank, sir Edward Holden, parlant comme « un vieux banquier à un autre banquier », posa un certain nombre de questions indiscrètes à M. Helfferich. Celui-ci a envoyé sa réponse à un certain nombre d'entre elles, mais a trouvé plus prudent de ne pas répondre à d'autres.

« La question suivante est restée sans réponse : « Si les Allemands paient en or le blé qu'ils ont acheté en Roumanie, comment n'y a-t-il pas trace d'une telle opération dans le bilan de la Reichsbank? »

« La question du change est très simple : si vous achetez, vous devez payer en or, en marchandises ou en valeurs. »

« La guerre a transposé des courants commerciaux, a développé certaines industries, en a frappé d'autres de stagnation. Elle a été un élément de cherté dû en grande partie à la pénurie des transports. Les empires du centre, malgré leurs ravitaillements de contrebande, manquent de matières premières et subissent une crise d'alimentation. L'industrie est presque tout entière consacrée à des objets destructifs. Au lieu d'une constitution annuelle de nouveaux capitaux, il y aura destruction de capitaux. Dans la plupart des pays, le passif dépassera l'actif dans le bilan de 1915. »

Après quelques explications complémentaires demandées par MM. MEURIOT et ARCHDEACON, M. le Président remercie M. Yves GUYOT de sa très intéressante communication et la séance est levée à 19^h 20.

Le Secrétaire général,
A. BARRIOL.

Le Président,
MALZAC.